

2 EUROS N°108 /// SEPTEMBRE-OCTOBRE 2008 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086

_EDVIGE, ARDOISE ET LES AUTRES _20001-2008 : MOURIR POUR DES VOLEURS _LA VÉRITABLE UNITÉ SYNDICALE EST EN MARCHE : TOUS D'ACCORD POUR NE RIEN FAIRE _BOYCOTT DES PRUD'-HOMALES ET DES ÉLECTIONS PARITAIRES _LA PREMIÈRE CHOSE, C'EST DE NE PAS SE LAISSER FAIRE _FRANCE-RUSSIE: NE LAISSONS PAS LE MONOPOLE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AUX OPPRESSEURS _NON À LA NOUVELLE GUERRE DU CAUCASE ! _L'EXEMPLE DE LA FORA _MAROC : VACANCES DE RÊVE POUR LES TOURISTES, "AZZARWATA", PRISON ET TORTURE POUR LE PEUPLE _LE CAPITALISME, LA CRISE ET LA GUERRE ...

C.N.T - A.I.T **RESISTANCE POPULAIRE**

Anarchosyndicalisme !
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEMENT UN AN
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien :
20 euros ou plus

Libellez les chèques à :
CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR
SI VOUS ÊTES À JOUR :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement.

Si ce numéro est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

Si votre abonnement est à jour, ne tenez pas compte des prospectus de relance qui peuvent être inserrés automatiquement dans le journal.

Anarchosyndicalisme ! est adressé gratuitement sur demande aux prisonniers.

POUR DIFFUSER
ANARCHOSYNDICALISME !
AUTOUR DE VOUS

Vous pouvez recevoir plusieurs exemplaires pour les diffuser. Prenez contact avec le journal pour les modalités pratiques.

Les articles et des
infos en ligne sur les sites /
http://cnt-ait-toulouse.fr
http://cnt-ait.info
(CNT-AIT de Paris-Nord)
http://cnt.ait.caen.free.fr/
(avec forum)

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

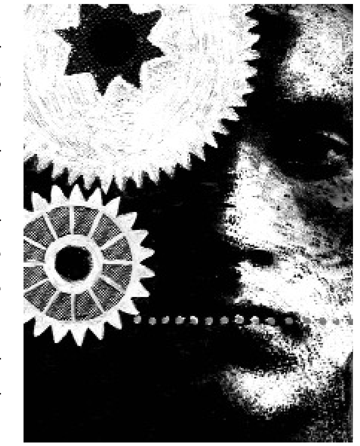
Directeur : J. Pastor

Edvige, Ardoise et les autres

En cette fin d'année 2008 certains semblent découvrir l'existence des fichiers de police... Incroyable non, au pays de la liberté et des droits de l'homme réunis ? Des fichiers de police ? Ça existe encore ? Noooonnnnn ? ... et voilà nos bon petits républicains, qui partent en croisade contre EDVIGE.

De fait, ces fichiers méritent pleinement qu'on s'y intéresse et qu'on fasse tout pour les éliminer. La volonté de contrôle de la vie privée et de la vie publique qu'ils recèlent est réellement immonde. Le sentiment d'écoeurement, la nausée qui saisit toute personne censée qui prend connaissance de tout ce qui va y être fiché est salutaire.

Edvige, … le joli prénom ! Mais comment donc s'appelait-il donc ce fameux fichier; vous savez bien, l'autre, celui qui répertoriait tous les Juifs de France ? Elaboré sous Pétain avec l'aide de la Gestapo, ce fichier n'a pas été détruit après la guerre. Des fonctionnaires de police français, certainement soucieux de bonne gestion l'ont soigneusement conservé dans leur préfecture, "au cas où" probablement. Comme quoi, l'habitude des fichiers ignobles ne date pas d'hier… Il fut malencontreusement mis à jour par un fonctionnaire naïf dans les années 80, qui s'en indigna et le fit savoir… On nous dit qu'il a été détruit… à moins qu'on ne découvre qu'il est en voie de fusion avec Edvige ? Car Edvige aime savoir si vous êtes juif ou d'une autre religion, si vous avez la moindre activité économique, sociale, politique, syndicale. Tout l'intéresse. Même les "institutionnels", les "élus" sont visés. C'est dire le niveau de confiance que les politiques s'accordent entre eux ! Et il n'y a pas d'âge, ou presque pas, pour pénétrer dans Edvige : dès 13 ans, chacun peut y être fiché. Et ce n'est pas le seul fichier, un autre, ARDOISE répertorie toutes les infractions. Les auteurs supposés seront dedans. Et même les victimes, s'il y a un lien avec leur religion ou leur homosexualité. Comme par hasard. Edvige, Cristina… au moins on voit où ils veulent en venir. Les dénoncer est nécessaire. Mais insuffisant. S'il ne s'agit que de rétablir "l'ordre républicain" précédent, si on oublie le reste, tout le reste, la police ne sera pas très perturbée dans ses mauvaises habitudes et le processus se poursuivra. Car, au nom de cette fameuse démocratie, avec l'appui des médias et de tous les partis politiques qui, depuis 15 ans ont martelé sur "l'insécurité", faisant monter la trouille, s'est installé, sans complexe, et continue de s'installer le contrôle total du monde : micros et caméras de surveillance dans les rues, les gares, les autoroutes, les parkings,… technologies pistables (téléphones et ordinateurs portables, cartes bancaires, GPS, etc.), sans parler de la biométrie à l'école ou ailleurs. Et côté "échanges d'informations", légalement ou pas, les fichiers informatiques des uns sont connectés à ceux des autres, la police d'ici collabore avec celle de partout, la nôtre entraîne la police russe, comme l'armée française "formait" en son temps les militaires de Pinochet. Elle est sur-équipée, fiche tout le monde tandis que, "nos soldats" s'entraînent contre l'ennemi intérieur, c'est-à-dire contre les populations. Seraient-ce de simples coïncidences ?. Bref, Edvige n'est pas la seule atteinte à la liberté. Elle ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt bien touffue des systèmes de surveillance et d'oppression mais le signal du début de la nécessaire "déforestation".





MOURIR POUR DES VOLEURS

Le monde est entré dans le 3ème millénaire par un événement majeur : l'effondrement des tours du WTC (World trade center) de New York. De tous points de vue - symbolique, médiatique ou psychologique - l'attentat du 11 septembre 2001 a marqué l'histoire mondiale. Cet effondrement est la résultante de deux tendances lourdes de cette société : l'extension sans fin de la misère et la montée du fait obscurantiste. Si l'extension de la misère est bien la conséquence du triomphe du capitalisme, il convient de s'arrêter sur la question de l'obscurantisme.

L'humanisme n'a pas de frontières, l'obscurantisme non plus

En effet, on a trop facilement tendance à associer l'obscurantisme à la religion, et en particulier bien sûr sous nos latitudes, à la religion islamique. Or, l'obscurantisme n'est en aucune manière lié exclusivement au fait religieux. On ne le sait que trop, toutes les religions ont une aptitude considérable à développer l'obscurantisme ; mais l'obscurantisme peut se développer tout aussi bien en l'absence de religion. C'est ainsi que le capitalisme, puissant producteur d'une matière intellectuelle dont l'abondance et la diffusion massive ne suffit pas à masquer les médiocrités, est un puissant producteur d'obscurantisme. Aussi, montant des décombres encore fumants des tours jumelles, il y avait la nuit de la pensée, cette nuit étouffante qui s'abat sur le monde. Mais cette nuit, contrairement à ce que voudraient nous faire croire les "élites" dirigeantes, n'est pas le fait d'antagonismes entre des populations aussi éloignées que les Pachtouns et les Texans, elle est, tout au contraire, le résultat palpable de la domination de ces "élites" sur la planète.

Face à l'obscurantisme, les humanistes, qu'ils soient du levant ou du ponant, se sont toujours donnés la main par-dessus des ténèbres. De toutes les origines, de toutes les croyances, juifs, athées musulmans, réformés, catholiques ou rationalistes, ces hommes et ces femmes, en dehors de tout réflexe de blocage identitaire, le plus souvent en hérétiques, se sont passés à travers les âges la flamme de la Liberté comme on se passe un relais. Ce fait doit être rappelé pour dévoiler cette première escroquerie : la lutte contre l'obscurantisme que représente l'humanisme et plus généralement tout le travail de civilisation n'est pas la propriété d'une culture, ni d'un "peuple", d'une religion et encore moins de Messieurs Bush ou Sarkozy. L'humanisme est une capacité de remise en question perpétuelle, au nom de la liberté et au nom de l'être humain, à l'intérieur de chaque société. Dire le contraire, c'est prôner l'affrontement entre des civilisations conçues comme autant de blocs monolithiques, c'est participer à fomenter un mensonge préfigurateur de toutes les croisades.

Du mensonge au mépris

A force de représentations simplistes, destinées à promouvoir un modèle de société au détriment du reste de la planète, il arrive qu'on se trompe sur soi et sur les autres. Comme la première qualité du stratège, c'est de savoir analyser objectivement les forces en présence ; il s'ensuit que la déformation, ou carrément la dénégation de la réalité (que les motifs en soient la propagande, la vanité ou tout simplement le calcul politique le plus bas) est la première raison de bien des échecs futurs.

L'illustration parfaite et actuelle de cet aveuglement de l'esprit, nous la trouvons dans les propos du ministre français de la Défense, Hervé Morin, qui dit, au sujet de l'Afghanistan : *"Le durcissement des combats est la preuve que la situation s'améliore"*[1]. Il fallait oser. Un tel propos nous replonge bien en arrière, au temps des discours imbéciles de la vieille ganacherie militariste, dont la mentalité étroite était issue du plus pur esprit réactionnaire. Les dires du sieur Morin rappellent immanquablement, tant ils leurs ressemblent, ceux du fameux Maréchal Leboeuf qui s'écriait, en 1870, à la veille de la guerre entre la France et la Prusse : *"Nous sommes prêts, archi-prêts ; quand la guerre devrait durer un an, il ne nous manquera pas un bouton de guêtre"* avant de conclure, l'imbécile, d'un tonitruant : *"L'armée prussienne n'existe pas. Je la nie !"*[2]

Le recours systématique au mensonge (dont un des derniers et des plus monstrueux de l'histoire a été celui sur les armes de destruction massive, mensonge destiné à "légitimer" la guerre en Irak) finit par auto-intoxiquer la classe dirigeante elle-même à tel point qu'elle en

perd toute capacité d'analyse. J'ai conservé, pour illustrer cette incapacité mêlée à la volonté de manipuler, deux articles du journal *"Le Monde"*, tous deux en date du 20 décembre 2001, quelques semaines donc après l'effondrement du WTC.

Le premier, dédié à se féliciter par avance de la victoire US, n'est ni plus ni moins qu'un vil catalogue de marchands d'armes vantant les mérites des drone prédator, de la bombe GBU 16 ou de missiles intelligents et autres robots meurtriers. La conclusion qui en est tirée est un monument où l'ineptie le dispute au cynisme : *"Ce sera la guerre zéro mort, sauf pour les populations soumises à leurs bombardements"* (sic) écrit Jacques Isnard[3]. Le deuxième, sous la plume de Jérôme Jaffré, toujours dans le même Monde, s'intitule *"Les Français inquiets, les politiques déphasés"*. Ce "spécialiste" en opinion publique nous informe sur nos attentes, à nous lesdits français, selon lui elles auraient été à ce moment-là les suivantes *"le rétablissement de l'autorité à l'école, l'aggravation des peines contre les mineurs délinquants et l'établissement d'un service minimum dans les transports"*. Quant au pouvoir d'achat, aux conditions de vie et de travail ou aux questions d'environnement, ça n'intéressait absolument personne, si on en croit l'impayable Monde. Bref, pour Monsieur Jaffré, tout ce qui pouvait intéresser les Français n'était qu'un programme ridicule et réactionnaire. Encore avait-il oublié le traditionnel couple contre les travailleurs sans papiers et leurs familles, certes remplacé dans son papier par l'affaire de la Marseillaise sifflée au stade de France qui aurait soi-disant *"fortement marqué l'opinion publique"*.

Les intentions que Le Monde nous prête, à nous tous, répétons-le au nez et à la barbe des plumitifs, n'a strictement rien à voir, ni de prés ni de loin, avec les attentes réelles de la population, encore moins avec l'humanisme, ni même tout simplement avec l'intelligence la plus élémentaire de ce qui est en jeu. Ce n'est que l'expression bornée d'une pensée mercenaire destinée à permettre au Pouvoir de parvenir à ses fins inavouables. Son but est bien précis : faire monter à son paroxysme l'idéologie sécuritaire, cet obscurantisme moderne, dont on reconnaît à la petitesse des perspectives offertes la mesquinerie des ambitions.

Du mépris à la défaite

Le mépris dans lequel le Pouvoir et son expression médiatique tient toutes les populations, quelles qu'elles soient et où qu'elles se trouvent, explique ce décalage entre les besoins de ces dernières et les traitements auxquels elles sont soumises. Pour preuve supplémentaire, voici un extrait du blog officiel du 18éme régiment de Normandie, en date du 21 août 2008 :

"La patrouille s'enfonce dans la coulée verte de la vallée de Nijrab, coincée entre deux murailles de montagnes pierreuses. Une heure et demie de piste plus tard, le convoi, passablement secoué dans les ornières, atteint sans encombre un village isolé (…) Peuplée de Tadjiks, partisans de l'Alliance du Nord de feu le commandant Massoud, (…), la vallée a la réputation d'être hostile aux talibans et favorable à la coalition. Réputation confirmée à l'arrivée des troupes françaises qui se déploient rapidement sur les crêtes pour parer toute attaque talibane. Les officiers sont conviés par le directeur de l'école des filles à une "choura" improvisée, assemblée des notables locaux. "Nous n'avons pas de crayons, pas de cahiers, nous avons 1.200 élèves et pas d'eau", déplore Abdulle Subhane, "Notre objectif est de maintenir toutes les classes et de faire en sorte que toutes les jeunes filles aillent à l'école". Quand la patrouille repart, les deux F15 surgissent brusquement au raz du sol dans un grondement infernal"

Ce témoignage est divulgué dans le but évident de mettre l'émotion au service de la propagande et de rassurer, au lendemain de l'embuscade du 18 août 2008, l'opinion sur l'action de l'armée française en pays Afghan. Mais, et ce n'était certainement pas son but, il nous démontre surtout que les dirigeants politiques n'ont aucune volonté d'aider en quoi que ce soit les habitants de ces territoires. Sans quoi ils auraient commencé par fournir, au moins à leurs alliés potentiels, les moyens de vivre un peu plus décemment que ce qui est décrit ici par les militaires eux-mêmes. Or après 7 ans de "présence" française et occidentale, il n'en est rien : ni eau, ni le moindre cahier, ni le moindre crayon. Les petites filles afghanes peuvent toujours se brosser et compter en attendant les millions dépensés en drones, F15 et autres engins de mort. Ce blog de l'armée en dit bien plus qu'il ne pensait dire. Il prouve que le but du Pouvoir n'est pas de lutter contre l'obscurantisme des talibans mais bien d'entretenir une guerre permanente grâce à la permanence de la misère.

C'est en méprisant de la sorte les valeurs qu'elle prétend défendre que la bourgeoisie continue à peupler les cimetières avec les enfants des prolétaires, car ce ne sont pas nos gouvernants qui crèvent ou qui vont crever les prochains mois, dans des montagnes désertiques, ni leur fils. D'ailleurs, "de nombreux Français", comme écrirait Le Monde, en lisant la liste de morts du 18 août 2008 ont fait cette réflexion que ce n'était pas le fils Sarkosy[4], que les médias nous présentent pourtant comme si passionné de politique et si patriote, qui était là-bas, ni ses copains les rejetons de la jet-set, mais bien des jeunes issus des classes populaires que leur propre misère a poussé à s'engager. Finalement la défaite militaire, comme la crise économique, n'est qu'un moyen de plus pour les classes dirigeantes de s'enrichir en volant le sang et la sueur des autres, le tout sur fond de gabegie de moyens technologiques soi-disant

les plus avancés, en tout cas, les plus onéreux. Science sans conscience, disait ce bon vieux Rabelais -un humaniste, lui-, n'est que ruine de l'âme. Aujourd'hui, se serait plutôt science sans conscience est source d'enrichissement ; car tout ne sera pas perdu pour tout le monde. Les marchands d'armes et de gadgets technologiques s'en frottent encore les mains, ils ont vendu du vent, le "zéro mort" (slogan destiné aux militaires, qui l'ont cru !), et cher. Quant aux champs de pavot afghans, comme par miracle, ils restent épargnés par le conflit. Pendant le bain de sang, les affaires continuent. Surtout les plus torves.

Paix et liberté

Cet hiver, coincé entre les montagnes de Kaboul, privé de bases arrières, à la merci d'un soutien logistique aléatoire, menacé d'une insurrection générale, le soldat de base pourra réfléchir avec amertume, et avec une forte probabilité de finir les tripes à l'air, sur ceux qui fabriquent les guerres. Il aura également le temps de réfléchir au rôle qu'on lui prépare, s'il en réchappe.
Pour nos dirigeants en effet, les "théâtres d'opérations extérieures", comme ils disent dans le jargon militariste, ne sont essentiellement là que pour justifier aux yeux des naïfs "citoyens" l'existence même d'une armée.

Ce qu'ils préparent, c'est surtout son utilisation contre ce fameux "ennemi intérieur" - vous, moi, les humanistes. Ce n'est pas pour rien que, lors de la manœuvre militaire criminelle de Carcassonne[5], le scénario ne mettait pas en scène des montagnes afghanes mais des corridors et des coursives comme il en existe dans toutes les Cités. Cette orientation stratégique est l'aboutissement monstrueux et imbécile de l'idéologie sécuritaire, qui est à la liberté ce que la nuit est au jour, qui transforme l'humain en sac de trouille. Cette évolution, que nous avons mise en lumière à plusieurs reprises dans ces mêmes colonnes, est maintenant confirmée par des militaires du plus haut rang. Ainsi a-t-on pu lire dans Le Canard Enchaîné[6] : *"L'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan n'est pas le seul point de désaccord du patron des armées, le général Georgelin avec le petit chef de guerre Sarko. Le 6 juin dernier, dix jours avant la publication du Livre Blanc sur la Défense, ce général s'est permis d'évoquer "sa préoccupation de soldat". Devant un auditoire choisi, réuni à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, il a tenu des propos qui n'ont pas eu le retentissement qu'ils méritaient. Dans ce Livre Blanc, sorte de bible pour l'avenir des armées, il décelait une certaine tendance à un "mélange des genres", voulu par le Président, lequel veut instaurer à toute force une coopération entre civils et militaires dans l'Hexagone. Evoquant "la distinction entre les menaces internes et les menaces externes, entre la sécurité et la défense", le général Georgelin a déclaré, avec un certain courage, car cela n'est pas politiquement correct : "Je reste convaincu que la confusion de ces deux types de situations et de logiques est source de plus de risques que d'avantages pour nos institutions". Se montrant plus précis, il a ajouté : "Un délinquant, c'est quelqu'un qui a enfreint une loi. Ce n'est pas un ennemi (..). L'armée, dans notre pays, a été progressivement déchargée du maintien de l'ordre interne. Revenir sur ce point (...) ce serait réintroduire la figure de l'ennemi au coeur de la cité [sic]". Et d'insister pour que l'on distingue "les rôles du policier et du soldat". A l'évidence, le patron de l'Etat-major critique une relative évolution des hommes politiques sur les questions de sécurité "intérieure". Avec, en tête, les hurlements de certains élus fanatiques, souvent de droite et parfois de gauche, qui réclamaient l'intervention de l'armée lors des "émeutes" de banlieues".*

Ici et ailleurs, alors qu'il fallait de la générosité et de la solidarité les mercantis, pour faire fructifier leurs gains, ont insufflé la peur d'autrui, ils ont renforcé les frontières, élevé des murs, bâti de nouvelles prisons et des camps, fomenté des guerres et des massacres de population. Ils nous ont enfermés dans une régression idéologique qui, de la promotion du créationnisme (en vigueur chez les intégristes religieux chrétiens, islamiques et autres) au tout sécuritaire, en passant par les replis identitaires, est la négation même des valeurs humanistes. Ce faisant, ils conduisent l'humanité dans une impasse. Mais, les valeurs de liberté, de solidarité, d'humanité, d'universalisme n'attendent qu'un réveil des populations pour se raviver. Pour nous, elles doivent s'inscrire, elles ne peuvent que s'inscrire dans une démarche révolutionnaire qui abolisse le capitalisme et l'Etat. C'est cette perspective qui nous anime et à laquelle nous appelons tous et chacun à se joindre.

Peter

_1. Cité par Marianne _2. Munie de tous ses boutons de guêtre, l'armée française prit une raclée historique dès le début du conflit. _3. Isnard, Le Monde, 21 12 2001, "Afghanistan, du cavalier au prédator". _4. Un magazine peopolesque vient de faire sa couverture, photo style romantico-bling bling à l'appui sous le titre : "Jean Sarkosy : Personne ne me manipule". Il aurait pu ajouter "Jean Sarkosy : Je me suis fait moi-même" personne n'étant assez impertinent pour écrire "Patriote mais de loin". _5. Voir notre précédent numéro. _6. Canard Enchaîné du 23 juillet 2008.



LA VERITABLE UNITE SYNDICALE EST EN MARCHE :

Tous d'accord pour ne rien faire

J'ai eu du mal à me remettre à la plume. Après presque deux mois, je ne savais plus quel sujet aborder. J'hésitais entre les aventures burlesques de "Nicolas Diplomate", et celles de François "Che" rèque (*"lider maximo"* de la CFDT). J'allais me décider pour le premier (les considérations géostratégiques, c'est encore les vacances), lorsque Bernard Thibault m'a ramené à la dure réalité. Son interview au Monde (du 2 septembre 2008) : Un monument. Un tissu. Un concentré de mauvaises nouvelles.

Comme vous le savez, chers amis, c'est dans trois mois les élections prud'homales, les premières en date depuis la loi sur la représentativité syndicale. Les gagner ou les perdre est, pour FO, la CFTC, l'UNSA ou Solidaires, c'est une question vitale. Car ces élections compteront pour établir leur niveau de représentativité, l'honorabilité de leur condition, et l'enveloppe budgétaire qui va avec. Ou non. Et dans ce cas, malheur aux vaincus : on les méprisera, ils n'auront plus un rond (pas même de l'UIMM). Tandis que les heureux élus nageront dans l'opulence et les fastes étatiques. A ce petit jeu, seules la CGT et la CFDT sont assurées de rester gagnantes.

C'est bien pour cela qu'elles se sont retrouvées seules signataires, avec le MEDEF (les gros patrons) et la CGPME (les petits patrons), de l'accord sur la représentativité. Et incidemment (car c'était la cerise sur l'énorme gâteau que leur offraient Sarko et le MEDEF) seules signataires de la remise en cause des 35 heures. Sans combat, sans émoi. Alors que les salariés dans leur ensemble y sont absolument hostiles. Mais, on n'a rien sans rien, c'est ce que leur avait expliqué Nicolas Sarkozy. Vous pensez bien qu'FO, la CFTC, l'UNSA, SUD, se sont jetés sur l'argument. Depuis juillet, ils ne lâchent plus les deux pourris-gâtés du syndicalisme gouvernemental. Avec cette sombre histoire des 35 heures. Dès qu'ils en ont l'occasion, ils les traînent dans la boue. Et les traitent de vendus. Cela ne va sûrement pas aller en s'arrangeant d'ici le 3 décembre, date des élections aux conseils de prud'hommes. Quant aux deux ravis de l'accord sur la représentativité, ils s'emploient à faire taire leurs "calomniateurs". Le Ché (rèque) s'est donc fendu d'un bouquin qui annonce la couleur, "Si On Me Cherche..." (Je vous résume l'ouvrage : si on le cherche pour signer des accords avec le patronat, on sait où le trouver, de toutes façons il ne refuse jamais). Et Thibault proteste de sa respectabilité en donnant une interview au Monde. Comme tous les gens sérieux. Comme les patrons. Comme les ministres. Comme lui, Bernard Thibault, secrétaire général de la Confédération Générale du Travail. Et là, mon ami, tu vas pleurer.

Car après avoir évacué les odieuses accusations dont il fait l'objet (les 35 heures? *"C'est un mensonge. Quand le gouvernement a décidé de casser la législation sur le temps de travail, nous sommes descendus dans la rue"*...), Bernard nous a sorti son cahier de revendications, en appelant à "faire du 7 octobre une journée de mobilisation, avec des appels à la grève et manifestations sur les thèmes retenus par les confédérations syndicales internationales : le travail décent, les salaires, les emplois stables ou la protection sociale".

Tu la vois où, la 41eme année de cotisation pour la retraite ? Qui doit être signée avant le 31 décembre 2008 ? Puisque son application interviendra au 1er janvier 2009 ?

La cherche pas, elle ne fait pas partie des *"thèmes retenus par les confédérations syndicales internationales"*. Remarque, je ne voudrais pas me mettre, moi aussi, à calomnier la CGT. Et je sais bien qu'au 1er janvier 2008, quand on reprochera à Bernard Thibault de n'avoir encore rien fait contre l'allongement du temps de travail (41 ans au lieu de 40), il pourra nous répondre : "C'est un mensonge, nous sommes descendus dans la rue"... Car il y descendra, dans la rue.

Tu verras. Au moins une fois. Mais tout de même... On ne peut pas dire que la loi Fillon sur les retraites, et son imminente réactualisation, l'empêchent pour l'instant de dormir.

Cette apparition un peu surprenante des confédérations syndicales internationales dans le discours de Bernard Thibault ne doit rien au hasard. Car la CGT en est. Depuis 1999, elle fait partie de la Confédération Européenne des Syndicats. Où elle a rejoint la CFDT, FO, la CFTC, l'UNSA, qui y étaient déjà depuis longtemps. Elle y occupe une place de choix : elle y représente, à la direction, le syndicalisme français dans son ensemble, celui de la CES en tous cas (CGT, CFDT, FO, CFTC et UNSA). Ce qui prouve qu'elle inspire confiance.

Mais la CES, autant te le dire tout de suite, n'a pas grand chose à voir avec la Première Internationale des "regrettés" Karl Marx et Friedrich Engels, encore moins avec celle de Bakounine. Elle se définit comme un partenaire de l'Union européenne. Son objectif n'est pas de constituer un contre-pouvoir face à ceux du patronat, de la finance et des États, mais d'établir un partenariat avec ceux-ci dans la gestion des ressources humaines salariées. "Elle participe à l'élaboration des politiques économiques et sociales au plus

haut niveau, en collaboration avec tous les organes de l'Union Européenne : Présidence de l'UE, Conseil de l'UE, Commission européenne et Parlement européen"[1] Elle participe au pouvoir européen. Quoiqu'à sa modeste place. Uniquement consultative. Un peu comme en France feront, et ils le font déjà, les syndicats représentatifs. Car la loi sarkozyenne s'inspire des pratiques européennes. Je te l'avais dit, tu vas pleurer.

La CGT, qui nous avait tellement trahis, en 1948, en 1968, et chaque fois que c'était nécessaire jusqu'à ces dernières années, n'est plus. Celle-ci ne nous trahissait qu'après mure réflexion. Dès que ça devenait sérieux. Le reste du temps on pouvait éventuellement compter sur elle. Pour les "luttes" minuscules. La nouvelle CGT, relookée après l'effondrement de l'URSS, et adhérente à la CES, est bien différente. Elle n'est plus la courroie de transmission du Parti Communiste Français. Elle est désormais celle de l'Europe sociale (et libérale). Voire celle de la France libérale (et "sociale"). Elle trahit tout le temps et à tous propos. Plus vite et plus fort parfois que la CFDT. Qui s'en inquiète. Et se plaint de cette concurrence déloyale (Selon Chérèque, la CGT ne ferait rien qu'à copier la CFDT). Tu me diras, c'est pas un scoop. Certes. Mais c'est bien la première fois que Bernard Thibault se revendique de la CES. Auparavant, il faisait le canard. Il n'avait pas tellement envie que ça se sache. Il avait peur que ça lui porte tort. Les premières élections de l'après-réforme de la représentativité ont changé la donne. Il n'y a plus de honte à co-gérer, c'est même devenu une obligation légale. Quand on est représentatif. Et il faut bien commencer à assumer ce rôle officiel. La CGT peut maintenant se lâcher. Ce qui ne présente pas que des désavantages. En proposant aux ennemis du moment, FO, CFTC, UNSA, une "journée d'action" sur les revendications de la CES, elle les oblige à la boucler, à propos des 35 heures et du reste. Car, soit ils viennent à la manif, et ils auront alors du mal à traiter de traîtres le partenaire (en l'occurrence la CGT) avec lequel ils défilent. Soit ils n'y viennent pas, et c'est eux qu'on traitera de traîtres. Comme dit Thibault : *"La souffrance des salariés est réelle... Dans cette situation, l'urgence est à l'action et à l'unité"*.

L'action d'abord : deux plombes de manif le 7 octobre. L'unité ensuite : on se met d'accord pour ne rien faire; après quoi plus personne ne l'ouvre. Ni FO, la CFTC, l'UNSA, puisque c'est l'unité. Ni les salariés surtout, avec leurs assommantes histoires de retraites. Puisqu'ils auront eu une ballade en ville et l'impression étrange que leur année de taf en plus, tout le monde s'en tape (à part eux, les feignants.). Les élections du 3 décembre pourront ainsi se dérouler sans douleur. Sans calomnies. Sans perturbateur.

Tranquillement. Paisiblement, surtout. Car ce n'est plus à démontrer. L'électorat aime la paix. Il manifeste parfois. Mais les grèves l'inquiètent. La polémique le révulse. Et l'agitation sociale l'effraie. Ce qui tombe bien : c'est aussi le cas de la gentille CGT de Bernard Thibault. Et de la respectable Confédération Européenne des Syndicats, dont elle est un membre éminent.

Je te l'avais dit : c'est à pleurer.

CNT-AIT de Lyon

1 - Voir /(http://www.etuc.org/r/64) <http://www.etuc.org/r/64>

BOYCOTT DES PRUD'HOMALES

Les élections aux Prud'hommes mobilisent les syndicats de collaboration. Pour eux, l'enjeu est d'importance. Faute d'adhérents et encore plus de militants (la France est un des pays ou le taux de syndicalisation est le plus ridicule du monde occidental), c'est le résultat aux différentes élections (paritaires, de prud'hommes, mais aussi de caisses de sécu et autres) qui leur permet d'obtenir des postes de permanents, des contrats (pour la "formation syndicale", de quoi s'écrouler de rire) et toutes sortes de financement et de prébendes. A côté des sources de financement légales, il en est paraît-il de très juteuse. Du côté des patrons de l'UIMM, on en sait quelque chose.

Qu'ont à attendre les salariés de tout ce fatras électoral ? Rien de positif. Rappelons tout d'abord que les Prud'hommes sont compétents pour juger les conflits individuels nés à l'occasion de l'exécution du contrat de travail (par exemple, des heures supplémentaires non payées ou un licenciement abusif). Les conseils sont composés pour moitié d'élus des patrons et pour l'autre d'élus des salariés. Ce sont les voies de ces derniers que CGT, CFDT, FO et autres se disputent, laissant entendre qu'ils se montreront plus favorables au salarié lésé… Ce qui est faux : les jugements qui sont rendus par les prud'hommes ne dépendent pas du bon cœur des conseillers (à supposer qu'ils en aient), mais des lois, décrets, arrêtés, règlements, conventions collectives, bref de toute une série de textes qui sont écrits ailleurs et certainement pas par des salariés de base. L'interprétation des textes permise aux conseillers prud'hommes est elle-même limité : les prud'hommes qui prendraient une décision un peu trop favorable aux salariés seraient immédiatement censurés par un tribunal d'instance auquel ils sont soumis pour les appels.

Bref, les décisions de ce tribunal, auquel, faute d'action directe, les salariés peuvent être obligés de recourir, ne dépendent pas des résultats électoraux comme on voudrait nous le faire croire. On ne s'affranchi pas en élisant son maître. C'est pourquoi la CNT-AIT continue à appeler au boycott des élections prud'homales et autres instances paritaires.

Boycott des élections paritaires

A l'heure où les élections professionnelles sont de plus en plus désertées par les salariés du secteur privé, le débat sur les institutions représentatives du personnel dans la fonction publique est plus que jamais d'actualité. Même s'il a un goût de déjà vu pour certains, il ne reste pas moins nécessaire à mener, car pas mal de fonctionnaires se font encore des illusions, et cela même si les élus, qui eux sont bien conscients des enjeux, n'ont qu'une trouille bleue : que l'abstention, ici comme ailleurs, poursuive son ascension. C'est pourquoi, dans les collectivités territoriales où les élections professionnelles se préparent, les élus en tartinent des pages sur les bulletins internes destinés à leurs subordonnés. Comme l'écrit l'un d'entre eux : *"Allez voter ! Les Collectivités ont besoin de ces instances paritaires pour que dialogue et concertation aient lieu… C'est la participation à ce scrutin qui conditionnera la représentativité des représentants du personnel mandatés pour défendre les intérêts des agents et pour engager un dialogue sain avec l'administration"*.

Bref, une fois de plus, on nous présente les élections professionnelles comme essentielles pour "défendre les intérêts des agents". Curieusement, ces grands défenseurs de nos intérêts que sont nos propres patrons, s'ils nous incitent à aller aux urnes, oublient certains "détails" croustillants et essentiels. Ils omettent de nous dire qu'au bout du compte, quoiqu'il en soit et quelque soit l'avis de la commission paritaire consultée, ce sont eux, et eux seuls, qui ont le pouvoir de décision, eux les chefs, les maires, les présidents… Comme ils savent si bien le rappeler en cas de besoin : les commissions paritaires ne sont que consultatives. Une fois consultées, il n'est pas obligatoire du tout de suivre leur avis…

S'ils veulent tant que nous fassions cet acte de soumission qui consiste à aller élire des représentants du personnel, ce n'est pas par souci de la "démocratie", c'est qu'ils ont besoin, dans leurs Collectivités, de relais pour maintenir un équilibre social fantôme, pour qu'il y ait le moins possible de révoltes. Le syndicat est là pour trouver des arrangements, des magouilles, pour satisfaire l'un quitte à écraser l'autre… mais sans compromettre l'équilibre général, sans compromettre le pouvoir de l'homme politique patron de la Collectivité.

Dans les Collectivités territoriales comme ailleurs, les syndicats ne peuvent être que soumis au patron car, directement ou indirectement, ils sont payés par eux ! Cette soumission permet au patron d'une mairie ou d'un conseil général d'avoir ses larbins de syndiqués avec qui tout peut "s'arranger"… à l'amiable. Les délégués syndicaux et autres représentants sont reçus par le patron pour un problème spécifique. Pourquoi ? Pour négocier, trouver des arrangements, en tête-à-tête, jamais avec la base, jamais en pleine lumière, en assemblée générale avec les salariés, ce qui permet toutes les magouilles.

Le pouvoir a besoin de la représentativité, parce qu'il a besoin d'interlocuteurs afin de neutraliser, de contrôler l'action éventuelle des opprimés et de garantir à la classe dominante l'ordre social. La pratique de la représentativité, tout comme celle de la visibilité médiatique, est largement utilisée par le capitalisme et l'Etat pour maintenir la domination de la classe. Ce ne sont pas de simples outils dénués de contenu mais bien au contraire des instruments idéologiques, porteurs en eux-mêmes d'aliénation.

Un mort sur le chantier

A l'usine en construction, en face de mon boulot, un ouvrier du bâtiment est mort sous les gravats avant-hier. Pas besoin de représentativité syndicale pour que les ouvriers décident de se mettre en grève immédiatement, et de ne pas reprendre le boulot avant que des mesures de sécurité soient mises en place. Poubelles et chaînes ferment l'entrée, banderole de soutien à Ahmed leur copain mort sur le chantier. L'action directe dans la lutte reste l'outil simple et efficace. Pas besoin de centrale syndicale ni de délégué (ce qui arrangerait pourtant bien le patron : il est toujours plus facile de négocier avec un délégué syndical qu'avec une assemblée générale d'ouvriers en colère).

L'autodétermination des luttes est bien plus dangereuse pour les dirigeants, surtout si, en plus, elle a pour visée le remplacement des rapports actuels exploitants - exploités. Pour cela, il est important de s'organiser à l'inverse de ce que nous proposent nos employeurs et les syndicats à leur solde et de mettre au contraire en avant :

L'indépendance vis-à-vis de tout parti politique, de tous les pouvoirs, dans le respect des individus,

La responsabilité collective des décisions prises en assemblée générale, en comité de luttes, comités…

La désignation en tant que de besoin de mandatés avec une mission précise, non permanents et révocables à tout moment, à tous les niveaux,

La solidarité des luttes entre elles, par delà leurs apparentes séparations (et leurs spectaculaires médiatisations) : revendications salariales des différents secteurs, défense des droits acquis, partage des richesses plus équitable, droit au logement, gratuité des services publics, défense des conditions de vie et leurs environnements, démilitarisation, solidarité avec les plus faibles, combats contre toutes les oppressions.

C'est tout ceci qu'il s'agit de mettre en oeuvre au lieu d'aller voter.

A..

La première chose, c'est de ne pas se laisser faire

La matinée commence calmement à l'Espace-co de Lauzerte, où des membres du CLAM et des militants de la CNT-AIT sont présents, quand une visite nous rappelle à notre instinct de justice et d'action. Madame X arrive, décontenancée : "Ça y est, je suis chômeuse !" nous dit-elle, l'air fataliste.

Les questions fusent sur le contexte, le lieu, le dit patron, et rapidement nous apprenons que le mardi 22 juillet, à l'embauche, elle a été renvoyée oralement de son emploi. Sous le coup de l'émotion suscitée par cette annonce, Madame X n'a pas pensé une seconde que cette pratique puisse être sournoise et souvent dénoncée.

En scrutant attentivement son contrat, nous nous rendons compte pourtant que dans l'article II, il est bien spécifié que pour interrompre la période d'essai, il fallait une lettre recommandée et un préavis de deux semaines rémunérées par l'employeur.

Nous nous sommes donc dit "Ciblons là dessus, c'est dans le contrat, et avisons". Sur ce, je rappelle que nous sommes déjà jeudi et qu'elle a été invitée à rentrer chez elle le mardi matin. Si Madame X ne se présente pas avec témoin pour justifier de sa présence sur son lieu de travail, elle risque de fournir malgré elle à son patron la réelle cause de son renvoi : une absence injustifiée de deux jours ! Le licenciement oral étant survenu le mardi à l'ouverture, nous n'avons que peu de temps avant la fin des deux jours.

Avec elle, nous décidons de nous rendre sur son lieu de travail afin d'y constater sa présence effective et de bien montrer au patron que Madame X n'est plus une personne isolée !

A quelques heures près c'était gagné pour lui mais là... À treize heures trente, nous l'attendons de pied ferme.

Nous ? Le comité de soutien !

Il arrive et avec Madame X nous investissons les lieux. Après quelques explications le patron commence à trembloter, s'énerver, face à un comité de soutien qui ne se démonte pas, contrat en main. Madame X est plutôt soulagée de ne pas avoir à affronter toute seule la mauvaise foi de ce perfide personnage. Au milieu des balbutiements, tentant de se justifier, le patron finit par avouer qu'il ne lit même pas les contrats qu'il fait signer à ses employés. Malgré cela il tente d'accuser Madame X d'une faute soi-disant grave, dont il nous rebat les oreilles sans pouvoir pour autant donner plus de détail et encore moins de preuve. Alors nous comprenons qu'on entre là, à nouveau dans le royaume de l'arbitraire. La discussion tourne en rond. Il nous traite de guignols, de RMIstes :



- Lui : "Montrez-moi vos mains" scande-t-il fièrement à l'un d'entre nous, nous considérant comme de pauvres malotrus n'ayant rien d'autre à faire de nos vies de-rien-du tout "que de venir déranger les personnes comme lui qui font travailler les gens" .

Là, le climat se dégrade :
- Nous : "Les gens , vous les virez comme des mouchoirs jetables ! Et même pas dans les règles de l'art, en avouant sans vergogne que vous ne prenez même pas la peine de lire les contrats d'embauche".
- Lui : "Mais je travaille moi, si vous croyez que j'ai le temps..."

Enfin la caricature est poussée tellement loin que ça semble de plus en plus ridicule.

Après avoir vu que plus sa mauvaise foi ressortait, plus notre motivation et notre position de force semblaient évidentes, ce patron se décide à appeler son cabinet de conseil... juridique, afin de se faire confirmer son "bon droit" de jeter qui bon lui semble quand bon lui semble. Mais il sera déçu d'apprendre que ça ne fonctionne pas (encore) comme ça. Notre position de force commençant sérieusement à le décontenancer, "vous m'énervez" étant la phrase la plus fréquente, il appelle alors les gendarmes, pour nous expulser de "ce lieu privé" où nous n'avions d'après lui rien à faire.

Après maintes tergiversations et un long moment les gendarmes nous demandent de sortir, ce que nous refusons de faire. Le patron reconnait quand même à un moment donné que Madame X n'a rien fait comme faute grave, alors que c'est ce qui lui était soi-disant reproché. Les gendarmes tentent sans succès de faire sortir quelques uns d'entre nous. Le patron tâche de gagner du temps et de noyer le poisson en cherchant je ne sais quoi dans ses papiers, un quelconque document qu'il cherchera dix minutes, juste pour qu'on le croit parti pour faire les choses honnêtement. Que nenni, il renonce, et renie tout ce qu'il avait fini par reconnaître. Son manège commençant à le faire

passer pour un idiot devant un parterre composé de Madame X, des douze personnes du comité de soutien et des gendarmes, il commence à avoir tic nerveux sur tic nerveux, et renonce lui même à rester dans son bureau. Il sort, deux gendarmes sont arrivés en renfort en cas de besoin, car deux seulement au départ, et nous treize... heureusement qu'on ne fait que parler...
Madame X et son comité de soutien sont donc dans le bureau et le patron lui est dehors. Voilà une situation qui commence à nous plaire ! Il est clair que lui n'a pas compris de quoi il en retourne : il est complètement déboussolé.

Mme X et comité de soutien -1, Patron - 0...

Nous nous consultons entre nous et décidons de revenir le lendemain matin à l'ouverture avec un tract de type "Non au licenciement abusif", et de le diffuser devant son bureau et de bien expliquer oralement ce qui arrive aux gens du village. C'est ce qui est fait, et revoilà donc, comme prévu Madame X et son comité de soutien avec un beau tract tout neuf, nous, les soi-disant RMIstes fainéants, à l'ouverture du bureau à huit heures trente. Madame X et les douze terribles ...

Certaines gens du village nous apprennent alors que ce patron a déjà pas mal pratiqué les prud'hommes, perdu, et qu'il y aurait eu d'autres employés qui seraient passés par le renvoi sommaire, qu'"on les a vus deux semaines [...]et après plus jamais "... Plus ça va, plus on se rend compte qu'il a déjà une sacrée réputation. Pour ne rien dire d'outrageant, disons qu'il est tout le contraire de "fiable et droit", dans l'esprit des gens. Cette distribution de tract s'est faite devant l'entreprise qui est restée fermée. Dix heures trente, on repart, mission accomplie.

Une heure après, notre patron arrive "scotché" à l'Espace-Co, nous expliquant, en agrémentant ses paroles de termes polis et courtois, qu'il allait aujourd'hui-même envoyer une lettre recommandée à Madame X comme prévu par l'article II du contrat. La queue entre les jambes, décontenancé par le tract largement diffusé et expliqué aux gens et aux clients potentiels, il nous appelle "Monsieur", (même les filles, troublé le patron...) en faisant des courbettes à la Yves Montand dans "La folie des grandeurs". Madame X assiste à ceci avec délectation avec nous, devant un café "post tract anti patron abuseur".

Mme X et comité de soutien - 2 , Patron - 0...

Quelques heures plus tard, il repasse en nous disant qu'après notre tract, il avait affiché un droit de réponse à sa porte. Il y cherche à se disculper et tente à nouveau de culpabiliser gratuitement Madame X toujours sans aucune preuve de quoi que ce soit .En fait il sait qu'il a perdu mais il tente de récupérer des clients, histoire de "ne pas mettre la clé sous la porte". Son droit de réponse ressemble à un appel à la pitié pour ses clients. Le lendemain Madame X a réceptionné la fameuse lettre recommandée de licenciement : le patron essaye de lui "sucrer" les deux semaines de préavis en s'obstinant sur la faute grave. Il n'a pas encore bien compris. Ça ne va pas se passer comme ça. Suite au prochain numéro.

Mia

Le travail tue (ce n'est pas une simple métaphore)

Cet été, 6 ouvriers du BTP sont morts dans la seule région Midi Pyrénées.

Les causes, nous les connaissons tous : les cadences de travail, la recherche de profit et de rentabilité qui imposent de négliger les conditions de sécurité, le capitalisme en somme. Toujours plus d'heures de travail pour réussir à gagner sa vie, pour pallier la baisse du pouvoir d'achat. Des semaines sans fin pour terminer les chantiers dans des délais, toujours calculés trop courts, sous la pression des contremaîtres et des responsables d'affaires.

Ainsi, on nous envoi travailler les week-ends avec un seul jour de récupération, ou bien des semaines de nuit qui nous déphasent pendants les jours suivants. Alors bien sûr la fatigue et le stress s'accroissent, la vigilance baisse, et les accidents surviennent ! Accidents que, quand ils ne sont pas mortels, le patron nous "conseille" fortement, sous peine d'être viré ou au moins de ne pas toucher de primes en fin d'année, de déclarer en tant que simple maladie.



Sans parler des intérimaires, qui pour voir leurs contrats précaires reconduits d'une semaine sont obligés de mettre les bouchées doubles et de prendre le maximum de risques.

Mourir pour des idées d'accord, mais mourir pour un patron ou une nation, jamais ! Notre travail, et dur, pénible et plus risqué que beaucoup d'autres. Aussi beaucoup plus d'ouvriers du BTP meurent ou sont gravement blessés chaque année que des fonctionnaires de police par exemple.

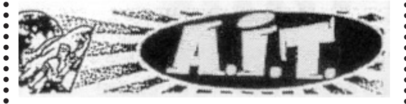
Et pourtant, bien loin s'en faut, nous n'en avons pas les privilèges (durées de cotisations, primes de risques,...).

Un ouvrier du BTP



Ce 18 juin, le parlement européen a adopté une "Directive" clairement xénophobe violant délibérément les libertés fondamentales. Cette directive invite les Etats membres à interner dans des camps de rétention les sans-papiers pour des durées pouvant aller jusqu'à 18 mois. Ainsi, le simple fait de vouloir vivre et gagner, fort petitement en général sa vie, suffit à vous faire jeter pour 18 mois en prison. Car, ne tournons pas autour du pot : un endroit où l'on vous enferme, sans vous en laisser sortir et en limitant vos contacts avec l'extérieur, ça s'appelle une prison. De plus, cette directive permet l'expulsion des mineurs isolés, l'expulsion vers des pays tiers et l'interdiction d'entrée sur le territoire européen pour 5 ans… C'est bien l'Europe des barbelés que les politiques nous construisent. C'est bien cette Europe là, ce monde là que nous refusons. Partout sur la planète, des voix s'élèvent pour crier ce refus. Dans ce numéro, nous nous faisons l'écho de ces protestations mais aussi des solidarités qui se construisent. Une façon d'adresser un fraternel salut au prochain congrès de l'AIT qui se réunira en fin d'année au Brésil.

La rédaction



France-Russie :
Ne laissons pas le monopole de la coopération internationale aux oppresseurs

L'arbitraire policier est une réalité quotidienne, en France comme en Russie. Pas un jour, pas une semaine sans qu'on ne soit informé par son entourage (car, sur ce point, les médias savent être d'une discrétion extraordinaire) d'une nouvelle injustice, d'une nouvelle bavure des hommes (et femmes) en uniforme. Un exemple, récent, parmi tant d'autres : Moscou, 4 avril dernier, 7 jeunes ont été arrêtés, battus, torturés à l'électricité et détenus illégalement par la Milice (police russe).

Des activistes et des anarchistes russes ont lancé une campagne autour de ce cas pour dénoncer l'impunité policière et ont appelé à des actions de solidarité partout dans le monde. Et puisque c'est la police française, dont nous subissons les méfaits, qui instruit actuellement la police russe aux techniques "du maintien de l'ordre"[1], nous nous sentons doublement concernés.

Nous ne sommes pas décidés à laisser le monopole de la coopération internationale aux oppresseurs ! Et voici qu'une occasion de le faire savoir se présente :ce samedi 17 mai, Mme Natalia NAROTCHNITSKAYA, donne une conférence dans le cadre du "Salon du livre russe", manifestation patronnée par le Gouvernement de Russie (Poutine) et la fondation Boris Eltsine.

Mme Narotchnitskaya c'est pas n'importe qui : après avoir été diplomate stalinienne à l'ONU du temps de feu l'URSS, elle est aujourd'hui vice-présidente du Comité des affaires internationales de la Douma d'Etat (le parlement) et bien connue pour ses positions nationalistes, cléricales et réactionnaires[2].

Elle est considérée par les médias et les officiels comme une des meilleures analystes en géopolitique de la Russie actuelle, une "intellectuelle" de celles qui façonnent le cadre idéologique du pouvoir[3].

Bien sûr, nous n'avions pas reçu de carton d'invitation, alors, nous nous sommes trouvés dans l'obligation de nous inviter nous-mêmes. Sous les lustres et les dorures de la salle de conférence du Centre Russe pour la Science et la Culture, nous avons donc déployé une banderole bilingue français-russe, clamant "A bas l'Etat policier", tout en lançant à la volée des poignées de tract pour expliquer notre action.

Pris par surprise, les réactions du public essentiellement composé de russes blancs fin-de-règne et de fidèles supporters des dictatures passées, présentes et à venir en Russie et ailleurs n'a pas été vraiment des plus chaleureux… Nous avons même eu le droit au qualificatif de… "trotskystes" ! Les cons !4

Le lancement de la conférence ayant été saboté comme il cela le méritait, la mère NAROTCHNITSKAYA ayant été bien dégoûtée, nous sommes ensuite repartis tranquillement en lançant des slogans contre la répression policière et pour la solidarité internationale.

A bas l'Etat, ses flics, ses procureurs et ses prisons !

Vive la solidarité internationale !

Des anarchistes briseurs de lustre

_1. Canard du 15 mai 2008 _2.http://en.wikipedia.org/wiki/Natalia_Narochnitskaya _3. http://www.assemblee-nationale.fr/12/rap-dian/dian044-2004.asp _4. La thèse du complot trotskyste est un délire récurrent chez NAROTCHNITSKAYA, puisqu'elle a expliqué, sans rire, à d'autres grands mytho de la théorie du complot (le réseau Voltaire) que les Etats-Unis étaient sous influence trotskyste... On ne peut que rester sans voix devant une telle "pertinence" et une telle "profondeur de l'analyse géopolitique", qui rappelle les plus belles années du stalinisme ! http://www.voltairenet.org/article139863.html

NON A LA NOUVELLE GUERRE DU CAUCASE !

L'irruption militaire en Géorgie et en Ossétie du Sud menace de se transformer en une guerre à grande échelle entre la Géorgie soutenue par le bloc de l'OTAN, d'une part, et l'état russe, d'autre part. Des milliers de personnes ont déjà été tuées et blessées - principalement, des habitants pacifiques. Des villes et des villages entiers ont été anéantis. La société a été submergée par un flot boueux d'hystérie nationaliste et chauvine.

Comme toujours et partout dans les conflits entre les Etats, il n'y a pas et ne peut pas y avoir de "justes" dans cette nouvelle guerre du Caucase. Il n'y a que des coupables. Pendant des années ils ont attisé les cendres qui se sont maintenant embrasées dans un feu militaire. Le régime de Saakashvili en Géorgie maintient deux tiers de la population dans un état de pauvreté. Plus s'accroît le mécontentement interne, plus s'accroît son désir de trouver une issue à cette impasse, sous forme d'une "petits guerre victorieuse" pour faire oublier son bilan.

Les gouverneurs de la Russie, quant à eux, sont pleins de détermination pour maintenir leur hégémonie sur le Caucase. Ils voudraient aujourd'hui prendre la pose de défenseur des faibles, mais leur hypocrisie est très claire : en fait, Saakashvili ne fait que répéter ce que la soldatesque Poutiniste a fait, il y a 9 ans, en Tchétchénie. Les cercles dirigeants d'Ossetie comme d'Abkhazie aspirent à renforcer leur rôle exclusif d'alliés de la Russie dans la région, et en même temps à rallier la population appauvrie autour de concepts déjà éprouvés dans ce genre de situation, tels que "le sentiment national" ou encore "la défense du peuple".

Les dirigeants des États-Unis, des Etats européens et l'OTAN, au contraire, veulent affaiblir autant que possible l'influence des dominateurs russes sur le Caucase, pour se garantir le contrôle des ressources en pétrole de la région et les moyens de leur livraison (gazoduc et oléoduc). Ainsi, nous sommes devenus les témoins et les victimes du prochain cycle de la lutte mondiale pour le pouvoir, le pétrole et le gaz.

Cette guerre n'apportera rien aux travailleurs - Géorgiens, Ossètes, Abkhasiens ou Russes - si ce n'est du sang et des larmes, des désastres incalculables et des privations. Nous exprimons notre profonde sympathie aux parents, proches et amis des victimes, aux personnes qui sont restées sans un toit au-dessus de la tête et sans moyens de subsistance par suite de cette guerre.

Nous ne devons pas tomber sous l'influence de la démagogie nationaliste qui exige de notre part l'unité avec "nos" gouvernements battant pavillon de la "protection de la terre natale". Le principal ennemi des gens simples ne sont pas leurs frères pauvres et dominés de l'autre côté de la frontière ou d'une autre nationalité. Leurs ennemis sont les patrons et les dirigeants de toutes sortes, présidents et ministres, hommes d'affaires et généraux ; ceux qui génèrent les guerres pour multiplier leur puissance et leur richesse. Nous appelons les travailleurs en Russie, en Ossétie, en Abkhazie et en Géorgie à rejeter le piège du nationalisme et du patriotisme et à retourner leur colère contre les riches et les dirigeants des deux côtés de la frontière.

Soldats Russes, Géorgiens, Abkhazes et Ossètes, n'obéissez pas aux ordres de vos commandants. Tournez vos armes contre ceux qui vous envoient faire la guerre ! Ne tirez pas sur les soldats "adverses" - fraternisez avec eux, la baïonnette plantée dans le sol !

Travailleurs de l'arrière, sabotez les efforts militaires, organisez des réunions et des manifestations contre la guerre, organisez-vous par vous-mêmes et déclenchez la grève contre la guerre !

Non à la guerre et à ses organisateurs - les dirigeants et les riches ! Oui à la solidarité des travailleurs par-dessus les frontières et les lignes de front !

Lundi 11 août 2008
Section Russe de l'AIT
(Fédération des travailleurs de l'éducation, des sciences et techniques)


cnt 348

Éxito total en el primer Día de Acción Global contra Starbucks

STARBUCKS feuert Gewerkschafter – weltweit!

FAU

CNT

Problématiques d'organisation : L'EXEMPLE DE LA FORA

Le numéro 348 de "CNT" (août), organe de la section espagnole de l'AIT publie une interview du secrétaire général du Conseil fédéral de la FORA (Fédération ouvrière régionale argentine, section de l'AIT) qui est dans son ensemble du plus grand intérêt. Parmi les divers sujets abordés, celui qui concerne la structuration de la FORA fait écho à notre propre débat. Voici la réponse à une question sur les grandes différences entre la FORA et la CNT :

"La première, est de ne pas avoir pour finalité le syndicalisme, car nous pensons que quand une révolution et une transformation sociale se feront, le peuple aura à décider comment s'organiser.

Une autre différence, c'est que la FORA n'a pas de statuts comme la CNT en possède. Elle a par contre des accords de congrès qui portent sur ses finalités et ses principes. Notre finalité, c'est le Communisme anarchiste, tel qu'il a été défini lors du Vème Congrès.

De plus, nous ne sommes pas déclarés. Jamais, depuis le début du précédent siècle, époque à laquelle notre organisation a été créée, nous n'avons eu de croyance en l'Etat, c'est pourquoi nous n'avons jamais voulu valider cette institution en nous présentant dans ses bureaux ou faire des démarches de ce type pour nous y déclarer.

Enfin, à la FORA, nous avons des sociétés de résistance qui se créent soit par métier soit par localité et notre structure serait du local au provincial et de là au régional - c'est-à-dire au pays - et de là à l'international."

Quand la FORA dit qu'elle n'a pas pour "finalité le syndicalisme" ; il faut entendre qu'elle n'avalise pas le principe de la "syndicalisation des moyens de production" comme mode d'organisation de l'économie en période révolutionnaire et post-révolutionnaire. Ce modèle, correspondait certainement à un moment du développement industriel et de l'organisation sociétale dans son ensemble, mais n'a jamais été qu'une possibilité parmi d'autres. Pour notre part, nous partageons le point de vue énoncé dans cette interview : c'est en marchant qu'on avance, c'est en enclenchant un processus révolutionnaire que nous trouverons, ensemble, les moyens d'organiser l'économie, sans schéma intangible préconçu mais avec des principes de base clairement libertaires.

Le deuxième point est encore plus intéressant. La question de savoir comment elle se structure est, évidemment, basique pour une organisation. En France, beaucoup de militants ont encore l'impression qu'une organisation "ça ne peut fonctionner" que si "c'est écrit" et si "tout est prévu". De ce fait, les statuts sont des mécanismes complexes, avec de lourds rouages (syndicat, UI, UR, fédération, comités confédéraux nationaux, commission administrative, commission de contrôle, bureau, Congrès…) alimentés par tout un jeu de motions, contre-motions, votes, contre-votes… bref une machinerie qui finit par tourner sur elle-même à milles lieues de la réalité sociale. Mais certains pensent encore que sans elle, il n'y aurait ni fédéralisme, ni solidarité, ni possibilité d'action commune. L'exemple de la FORA (qui a une histoire révolutionnaire particulièrement riche et qui se développe à nouveau après les années de dictature) prouve qu'il n'en est rien, qu'une organisation anarchosyndicaliste peut remarquablement conjuguer solidarité, fédéralisme, action directe sur le lieu de travail et dans la société, sans l'ombre d'une ligne de statuts. Avec simplement *"des accords de congrès qui portent sur ses finalités et ses principes"*.

On peut longuement s'interroger sur ce que doivent contenir de tels accords (analyse de la société ? Projet à court, moyen, long terme ?…). Ce que nous apprenons ici, c'est qu'une grande idée peut suffire. L'accord sur lequel repose la FORA depuis 1905 (Vème Congrès) est en effet des plus lapidaires. Le voici dans son intégralité : "Le Vème Congrès ouvrier régional argentin, conséquent avec les principes philosophiques qui font la raison d'être de l'organisation des fédérations ouvrières déclare : qu'il approuve et recommande à tous ses adhérents la propagande et l'illustration la plus ample, afin d'inculquer parmi les ouvriers les principes économiques et philosophiques du communisme anarchiste. Cette éducation, en empêchant qu'ils s'arrêtent à la conquête des huit heures, les mènera à leur complète émancipation et, par voie de conséquence, à l'évolution sociale qui se poursuit". Point final.

La FORA nous offre donc la preuve, si besoin en était, qu'une organisation sans statut et avec un texte de base de quelques lignes est tout à fait opérationnelle et anarchosyndicaliste. Sachons tirer le suc de cet exemple, développer et mettre en pratique notre réflexion. Une organisation avec des statuts simples, dont le réseau mette en relation les différentes entités (comme souligné dans le dernier paragraphe de l'interview), est certainement mieux adaptée à notre réalité, à la situation de la société, à notre volonté de lutte et de réflexion et nous offre plus de perspectives que tout ce dont nous disposons actuellement.

Des militants

MAROC : VACANCES DE REVE POUR LES TOURISTES, "AZZARWATA", PRISON ET TORTURE POUR LE PEUPLE

Depuis plusieurs mois des révoltes sociales et populaires de grande ampleur secouent le Maroc, avec une répression souvent très brutale : les blessés graves et même les morts ne sont pas rares. Les médias français - mais qui s'en étonnera - ne laissent rien filtrer de la tension sociale au pays de "notre ami" le fils du roi... Cet été encore, des dizaines de milliers de touristes ont pu profiter du bon temps au Maroc : ses plages, ses petits villages pittoresques, sa cuisine délicieuse, sa douceur de vivre, ses fantasias. En un mot : le rêve ! Pour les Marocains, l'envers du décor de la carte postale c'est plutôt un cauchemar; Qu'on en juge :

L'arrière pays reste complètement enclavé, sans routes ni infrastructures (hôpitaux, etc.). Pour avoir osé exprimer, en janvier 2008, son mécontentement, la population de Boulman Dades a subi une répression terrible : une manifestation pacifique de plusieurs centaines d'habitants a été lynchée par la police, 10 participants ont ensuite été condamnés à un total de 34 années de prison ! Ce jugement a été tellement inique que même la Cours d'appel a dû libérer les manifestants qui sont restés condamnés pour la forme !

La petite ville portuaire de Sidi Hifni (20 000 habitants), réputée pour ses plages, où de jeunes chômeurs avaient installé des tentes à l'entrée du port pour dénoncer la pauvreté a été littéralement prise d'assaut le 6 juin par quelques 3 000 policiers appuyés par des hélicoptères. Le bilan officiel est de 44 blessés ; mais il y a eu probablement plusieurs morts et plus de 160 arrestations. Ce 18 août de nouveau la police est intervenue de façon très brutale.

Dans la province de Taroudant, de grands domaines emploient de 15 à 17 000 ouvriers et ouvrières agricoles. Tous sont des paysans qui ont été contraints de vendre leurs terres, suite à la construction des barrages qui, au lieu de leur apporter l'eau et le bien-être promis, n'ont fait que provoquer leur malheur et leur ruine en accélérant le passage à une agriculture capitaliste intensive, destinée à l'exportation de primeurs et agrumes vers les marchés européens. Les femmes qui travaillent pour l'emballage sont proches de l'esclavage : journées de 10 à 12 heures, salaire de 4 euros par jour, ni sécurité sociale, ni indemnités familiales, ni indemnisations de congés ou de jours fériés et encore moins de mutuelle.

En mai dernier, les étudiants ont manifesté pour obtenir une amélioration de leurs conditions matérielles, notamment une augmentation des bourses. En réponse, ils ont eu le droit à la "zarwata" (la matraque), les policiers n'hésitant pas à réprimer violemment le rassemblement pacifique (un étudiant a été balancé par la police du 4ème étage !). Les étudiants ont évidemment riposté à cette attaque, et 18 militants ont été jetés au cachot et mis au secret.

Ce 22 août 2008, les familles des détenus organisaient un sit-in devant la tristement célèbre prison de Boulmharez à Marrakech où sont détenus, dans des conditions très dures, les 18 étudiants ; une manière de répondre à la campagne d'intimidation d'une administration pénitentiaire extrêmement violente, comme au bon vieux temps de Hassan II. En solidarité avec les mouvements sociaux marocains, et pour faire écho à l'action courageuse des familles des 18 étudiants emprisonnés, la CNT-AIT de Midi-Pyrénées a organisé le même jour un rassemblement devant le Consulat du Maroc à Toulouse. La dizaine de compagnons présents (auquel s'était joint également un vétéran anarchiste de 90 ans de la Révolution espagnole de 1936) ont déployé une banderole de solidarité avec les prisonniers du Maroc et ont distribué des tracts au personnel du consulat et aux passants provoquant la fermeture précipitée du consulat par les services de sécurité. Si tôt après, nous avons vu arriver une patrouille de police, puis une fourgonnette et une voiture des renseignements généraux (la police politique française). Voilà bien du monde, pour une simple et pacifique distribution de tracts et une banderole tout aussi pacifique ! Les liens qui unissent l'Etat français à "notre ami le roi" sont toujours aussi forts, et tout ce qui concerne le Maroc reste politiquement très sensible en France. Cela ne doit être pour nous qu'un encouragement de plus à informer la population des agissements de la monarchie marocaine, à exiger la libération des 18 détenus, et plus largement de tous les autres.

Solidarité Anationale et sans frontière !

Des compagnons
de la CNT-AIT en France





Toulouse, 22 août 2008, distribution de tracts et banderole de solidarité devant l'entrée du consulat du Maroc, fermé pour la circonstance.

Portugal :

Solidaires des travailleurs immigrés

Voici deux ans que plusieurs associations de travailleurs immigrés (maghrébins, afro-brésiliens) ont décidé de mener la lutte contre les traitements discriminatoires dont ils sont l'objet de la part du SEF (Service des étrangers et des frontières) de Porto, dont les exactions sont, selon des travailleurs Pakistanais, à l'origine du suicide de l'un d'entre eux, ouvrier précaire du bâtiment. En effet, Hamid Hussain, père de deux enfants, résidait légalement au Portugal depuis 5 ans. Comme des milliers d'autres Portugais ou immigrants, il avait eu affaire avec la police du SEF de Porto qui avait exigé de lui, pour renouveler son autorisation de résidence, qu'il prouve percevoir un revenu annuel supérieur à 5 400 euros. Mettant en avant que beaucoup de travailleurs précaires portugais eux-mêmes n'arrivaient pas à gagner annuellement cette somme, Hussain avait exigé de l'Etat Portugais qu'il lui rembourse toutes les cotisations sociales qu'il avait versées jusques là s'il devait retourner dans son pays. Maltraité, injurié -ce qui est loin d'être un cas unique - par le SEF, menacé d'expulsion, Hamid est tombé dans une grave dépression. Et il s'est jeté du pont D. Luis. Bien qu'il ait eu sur lui tous ses papiers (passeport, fiche d'imposition), sa famille et ses amis n'ont réussi à obtenir l'information qu'une semaine après sa mort, en faisant eux-mêmes des recherches auprès de l'Institut de médecine légale de Porto qui préparait déjà son incinération sans avoir donné aucune information et encore moins consulté sa famille.



Porto, manifestation de nos compagnons contre le SEF

Pour avoir rendu publics les procédés du SEF, quatre militants sont sous le coup d'une inculpation pour "diffamation aggravée" et "atteintes au bon renom" de ce service policier. Fort curieusement, une fois cette procédure judiciaire lancée, le responsable local du SEF, un certain Edouard Margarido, a été écarté de l'instruction de l'affaire, comme si la justice cherchait à éviter qu'il ait à répondre lors des confrontations…

(D'après Boletim anarcosindicalista n°27, Section portugaise de l'AIT)

Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !

Débattre

● Jeudi 2 octobre, 20h30, Salle St Aubin, 8 impasse St Aubin, Toulouse : Actualité de l'oeuvre de Castoriadis. L'oeuvre de ce militant révolutionnaire, fondateur du groupe Socialisme ou Barbarie, économiste, psychanalyste et philosophe porte toute une réflexion autour de la possibilité de société autonome. La présentation de cette réflexion, sera suivie d'un débat autour de l'actualité des écrits de Cornélius Castoriadis.

Former un groupe, rejoindre la CNT-AIT

● Prendre contact avec le syndicat le plus proche ou avec le secrétariat confédéral (CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE ou par mail
contact@cntaittoulouse.lautre.net

Passer nous voir

● A Montauban : Nouveaux horaires des permanences : tous les samedis le matin (10h15 à 12h) au marché du jardin des plantes, l'après midi (16h à 18h) au local Passage de la comédie (entrée par le 10, rue de la comédie).

● Toulouse : CNT-AIT 7 rue St rémésy 31000. Permanences tous les samedi 17 h. Egalement aux puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers.

● Quercy-Rouergue, autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra.

● Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000
Permanences le Samedi après-midi à partir de 15h.

● Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex
Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

● Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018.
Tables de presses régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissement.

● Lyon : CNT-AIT, chez : Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

Ecouter AnarSonore

● AnarSonore est une collection d'enregistrements audio de textes libertaires que chacun peut télécharger gratuitement sur AnarSonore.free.fr On peut aussi y contribuer en enregistrant de nouveaux textes.

Et aussi...

● Tchatcher sur le forum de la CNT-AIT de Caen
http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/
● S'abonner à ce journal, voir page 2
● S'abonner à la liste de diffusion internet (gratuit) :
http://liste.cnt-ait.info

72 ans plus tard on est jours là, pour cet autre futur !

L'idée était de rencontrer ces témoins d'une autre ère autrement que par des annonces nécrologiques. L'idée c'était aussi que eux puissent rencontrer "la relève". Qu'ils sachent que d'autres plus jeunes luttent aujourd'hui encore à quelques pas de chez eux pour le même idéal : La Liberté et la Solidarité...

Nous nous sommes rencontrés et nous avons échangé, eux ont chanté, pleuré, ri, raconté.

Nous avons écouté, questionné, comme eux parfois nous étions émus et comme eux aussi nous avons ri.

Ensemble nous avons partagé l'idéal libertaire. La différence d'âge ne nous a pas divisé, bien au contraire elle nous a renforcé !

Eux nous ont parlé des erreurs du passé, des victoires et d'une société complètement différente à laquelle ils ont participé pendant deux courtes années. Ils nous ont raconté le long processus révolutionnaire de plus de 50 ans qui a fini par aboutir à ce changement radical de société. Nous leur avons donné notre regard sur ce passé, critique parfois, enthousiaste toujours. Nous leurs avons donné notre regard sur le présent et nous leur avons expliqué pourquoi nos espoirs.

Ravis de partager cette journée, nous avons visionné les quatre épisodes du documentaire de Richard Prost "Un Autre Futur", sans entracte. On rentrait et sortait de la salle de projection tandis que eux restaient là sans vouloir en manquer une minute. Nous surprenions parfois leurs larmes dans l'obscurité, leurs sourires aussi...

Nous nous sommes retrouvés plus tard en fin d'après-midi sur l'allée Federica Montseny pour commémorer un peu plus officiellement ce 72ème° anniversaire de la révolution communiste anarchiste espagnole. D'officiel il n'y avait que la plaque accrochée sur le mur longeant l'allée de cette citée populaire : "Federica Montseny, première femme ministre d'Europe". Pas besoin d'être un géni pour comprendre la volonté de nuire de ces perfides qui ont choisi cette épitaphe, dont le but évident est de nier dans sa globalité la construction et l'existence même du processus révolutionnaire populaire édifié pendant de longues décades, très souvent au prix de leur vie, par les exploités et les opprimés eux-mêmes. La manoeuvre consistant à décrédibiliser cette expérience révolutionnaire aboutie en ne mettant en avant qu'une de ses nombreuses et fatales erreurs.

Néanmoins il reste légitime de se demander s'il est pertinent de commémorer ce processus révolutionnaire à l'endroit de cette plaque officielle, puisqu'en fait n'importe quel autre endroit ferait tout aussi bien l'affaire ? Nous verrons ça pour le 73° anniversaire...

En attendant, de rencontres en témoignages, nous avons terminé cette riche journée autour d'une immense paella dans la maison d'une compagne* où la convivialité s'était invitée d'office.



Plusieurs anciens sont repartis en nous demandant de leur procurer le documentaire projeté dans l'après-midi et après avoir échangé quelques a-dresses chacun est reparti plus fort avec un regard vers l'avenir, vers cet autre futur.

Un militant de la CNT-AIT de Montauban et sa région.

* Merci à tous et en particulier à Alice pour le succès de cette journée.

Allées Montseny

Ainsi, nous avions rendez-vous sur ces allées. Certains, pensant certainement "dévoiler un secret de famille" avaient publié sur internet, quelques jours avant la photo de la plaque, pour souligner que Federica avait été ministre et que, hein, pour des anars, se réunir devant une plaque de ministre, ça fait rigoler. Pourquoi donc cet endroit ? Tout simplement parce que, dans un monde ou la gens politique veut toujours avoir raison, nie contre toute évidence ses erreurs et, quand ce n'est plus possible, les justifie par des "arguments" de circonstance puis "oublie" en faisant semblant que cela n'a jamais existé, nous, nous avons choisi d'assumer pleinement notre histoire, ses immenses succès comme ses erreurs, fussent-elles lourdes de conséquences, comme celle d'accepter une fonction ministérielle. Nous n'avions pas omis de le souligner dans notre propre journal dès la première année de cette commémoration. Assumer, c'est tirer les leçons de l'histoire, c'est avoir présent à l'esprit les erreurs qu'on a commises pour ne pas les répéter. Ainsi, cette simple plaque nous met sous les yeux deux choses fondamentales : une erreur stratégique à ne jamais répéter* et l'exemple d'une militante capable de reconnaître sa part d'erreur, de se critiquer elle-même et de rester jusqu'à son dernier souffle une fervente protagoniste de l'anarchosyndicalisme.

Francesito

* Même pour lutter "avec les autres forces de gauche" contre le fascisme, même quand la guerre fait rage contre l'armée fasciste, comme cela fut le cas à cette époque.

Compte-rendu d'une "PSY C-OP"

L'armée avait décidé de faire une "PSY OP" (opération psychologique, en langage militaire) en direction de la population parisienne ce 14 juillet 2008. Dans différentes mairies d'arrondissement, dont le XVIIIème, elle étalait ses engins de mort pour essayer de s'attirer les sympathies populaires.

Alors que le massacre de Carcassonne était survenu à peine quelques jours auparavant. La CNT-AIT, fidèle à sa tradition anti-militariste, ne pouvait pas laisser passer cette "opération séduction" des dealers de mort sans réagir. Un vaillant commando anarchosyndicaliste a donc tapissé le quartier autour de la mairie, où devait se faire le numéro de charme, d'affiches au message explicite. A mesures, contre-mesures ! A Psy Op, Contre Op.

Si les affiches ont bien tenu dans le quartier, par contre, sur la place proprement dite, elles ont toutes été arrachées par les bidasses quand ils ont installé leur cirque. Toutes, sauf une qui a résisté vaillamment, placée pourtant à un endroit central. Elle a donc superbement trôné toute la journée au milieu de la démonstration, venant rappeler constamment le massacre de Carcassonne et appelant à boycotter ces démonstrations pour la sécurité psychologique et physique des enfants (il n'y a d'ailleurs pas grand monde qui soit passé à cette foire au boudin).

Gageons que ce message à dû être un irritant qui a contribué à leur rendre la journée moins sympathique.



On ne le dira jamais assez : les armées tuent ! Dissolution de toutes les armées et groupes armés permanents !

CNT AIT

Le mariage de Bernard

Bernard est en France depuis deux ans et demi, il a été en situation régulière de mars 2006 jusqu'au 12/02/2008. Il travaille en CDI comme agent de sécurité au Métro, pour la Brinks. Il vit avec sa compagne française depuis le 03/03/2007 ; ils sont PACSés depuis le 19/03/2008. Ils doivent se marier à Toulouse le 4 octobre 2008, les bans étant déposés depuis le 04/07/2008. Bernard a été arrêté à son domicile ce matin 3 septembre vers 10h00 : la Police aux Frontières ne l'a pas laissé s'habiller, c'est en T-shirt et en short qu'ils l'ont emmené après l'avoir menotté. De toute évidence, avec cette arrestation au domicile, la Préfecture a décidé de s'opposer au mariage. Bernard est une victime de plus de la loi CESDA qui attente à la vie privée des étrangers et de leur proches en France.

Contre la loi CESDA, pour un soutien effectif à Bernard, le "Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis" a appelé à une mobilisation populaire dès l'arrestation connue. Le lendemain, à 10 heures, un premier rassemblement était organisé devant la préfecture. Le samedi, sous la pluie, un nouveau rassemblement s'est tenu place Jeanne d'Arc. Nous étions en permanence une cinquantaine, avec une grosse rotation. Le plus agréable, c'est que tout ça se fasse sans aucun parti politique, organisation gauchiste et autres syndicats de collaboration. Le plus impressionnant a été de voir arriver les collègues de travail de Bernard, par groupes entiers, en uniforme de la Brinks, venir signer la pétition, certains envisageant de se mettre en grève si le préfet persiste. C'est effectivement une bonne idée qu'il faut populariser dans tous les cas de menace d'expulsion. Quoiqu'il en soit, plus de 600 signatures ont été réunies en peu de temps sur la place. Pour l'instant, Bernard n'est pas en camp de rétention mais astreint à aller pointer à la police. Il continue donc de travailler. Et nous, nous continuons à rester vigilants et mobilisés avec l'intention d'assister dans quelques jours à son mariage.

Des militants CNT-AIT

Chronique de l'enfermement psychiatrique

Son nom, Carlos. Nous, on l'appelle le Portugais. C'est une victime, la victime toute désignée pour servir de souffre-douleur. Les coups pleuvent ainsi que les insultes. C'est notre bouc émissaire. Personne ne l'aime. Il fait rien pour. Il tourne en rond, à la recherche d'un mégot. Au début, je lui filais une clope de temps en temps. Puis, il y a eu cette journée ou il a parlé, il a dit aimer les nazis, que les noirs, les juifs, les arabes étaient de la vermine… Là, la compassion s'est transformée en haine. Cela n'était pas raisonnable de se laisser aller de la sorte à la barbarie… résigné… les résignés. C'est un pauvre hère, sans argent ni vêtements, et personne ne semble s'intéresser à son sort. J'avoue avoir bien du mal à résister à hurler avec les loups. Il est a table, seul, isolé des autres. En parlant isolement, il a passé une semaine (mitard psychiatrique) sans traitement… Il est resté impassible, sans réaction, sans se révolter, totalement indifférent à ce que je considère comme une torture psychologique. Il parle d'apocalypse, de retour du messie. Et lui porte sa croix, calmant la paranoïa du groupe, comme la gloire mangerait la honte du village dans "L'écume des jours" (Vian). Avec lui, apparemment, le pavillon est calme, personne ne dysfonctionne. Il y a quelqu'un sur qui taper sans danger. Patients, infirmiers, femmes de ménage… psychiatres ? Tous crient haro sur le baudet. Quant à comprendre, le comprendre…

Manu

LE CAPITALISME, LA CRISE ET LA GUERRE

Alors que Sarkozy, élu sous le slogan du "président du pouvoir d'achat" continue de promettre une amélioration de ce dernier, cet été, tous les indicateurs de l'économie sont passés au rouge : baisse de l'emploi, baisse de la production industrielle, baisse des commandes de logements neufs, hausse de l'inflation,…

Malgré les incantations de la ministre de l'économie qui prévoit, sans rire, *"un rebond de la conjoncture avant la fin de l'année"* (Le Figaro du 14 août 08), les vrais gens, eux, ne voient rien venir… sinon l'aggravation de la crise selon un scénario désormais bien rodé : les salariés souffrent, les patrons continuent à s'engraisser.

Avec 100 milliards d'euros officiellement empochés, les profits des entreprises du "CAC 40" ont atteint des sommets historiques en 2007, avec un record pour Total qui, en engrangeant 12,2 milliards de profit, montre que le prix de l'essence n'est pas un problème pour tout le monde ! Dans un contexte d'extension de la pauvreté voire pour certains habitants de la misère, ces chiffres mettent en évidence un phénomène de plus en plus marqué : la hausse démentielle des profits sans que la population n'en tire aucun profit. Durant ce qu'il est convenu d'appeler les trente glorieuses, les entreprises faisaient de l'argent et réinvestissaient pour partie cet argent, les salariés avaient fini par pouvoir obtenir un niveau de vie relativement correct, du moins par rapport à la situation qui leur est faite maintenant. Aujourd'hui, en effet, la plus value faite par les entreprises est de moins en moins affectée aux salaires et la masse des bénéfices est prioritairement et massivement distribuée aux actionnaires, qui exigent des rendements élevés pour leurs placements. Les bénéfices qui ne sont pas engrangés par les actionnaires sont investis de préférence dans les pays en voie de développement. Pas par altruisme, pas pour leur permettre de se développer ou de sortir de la misère, mais parce que là bas, les salaires étant maintenus très bas, les actionnaires espèrent accroître encore leurs profits. C'est pourquoi ils visent aussi des secteurs où les profits, d'après ce que disent leurs experts, peuvent être très importants. Mais comme ils ont tous les mêmes experts, ils investissent tous en masse au même moment sur les mêmes secteurs. C'est ce qui est à l'origine des diverses crises que l'on a connu ces dernières années : crise d'internet, crise des subprimes, crise alimentaire… Un petit nombre de spéculateurs mais disposant de sommes énormes déplacent leurs investissements de marché financier en marché financier, absorbent tout ce qu'ils peuvent, et s'en vont quand il n'y a plus rien à prendre.

Si certains spéculateurs, généralement les plus petits, peuvent parfois se retrouver ruinés par un effondrement soudain, en réalité, c'est nous tous qui payons sans cesse les frais, par exemple avec la hausse du prix des matières premières, de l'alimentation, de l'essence, etc. Tout ceci est aggravé par la politique gouvernementale dont toutes les mesures visent à protéger les plus riches, tout en ayant plus ou moins l'air de prôner l'égalité.

La nouvelle taxe sur les revenus du capital : un leurre

L'annonce récente par Sarkozy de la taxation des revenus du capital pour contribuer au RSA est un leurre de ce genre. Annoncée comme une mesure de justice, cette taxe ne touchera pas les plus riches (qui ne paieront pas les 1,1 % d'impôt sur le capital) car ils sont protégés par le "bouclier fiscal" qui empêche qu'ils aient à payer un centime de plus que le peu qu'ils payent déjà. Ce sont les couches moyennes qui payeront la nouvelle taxe, tandis que les couches les plus pauvres continueront à se serrer la ceinture, avec de nouvelles restrictions des prestations sociales qui s'annoncent sournoisement. Ainsi, l'offensive contre la Couverture maladie universelle, vient de commencer. Comme il fallait bien trouver un prétexte, on a sorti le patron de l'assurance maladie pour qu'il claironne partout que la CMU *"constitue un facteur déresponsabilisant pour l'assuré"*. En clair, on voudrait nous faire croire que les pauvres tombent malades exprès, juste pour creuser le soi-disant trou de la sécurité sociale ou que, s'ils ont du mal parfois à suivre la programmation de leurs soins, c'est par pure perversion. Jamais parce que leur situation est telle qu'ils n'ont même plus l'énergie nécessaire à se soigner convenablement. Au lieu des mesures de facilitation d'accès aux soins qui s'imposent dans ce cas, tout ce que l'assurance maladie trouve c'est de demander *"aux caisses de porter une attention particulière"* aux *"retards injustifiés aux rendez-vous, rendez-vous manqués et non annulés, traitements non suivis ou interrompus, exigences exorbitantes"*, bref, de renforcer le flicage en attendant la démolition du dispositif.



Et ce n'est pas fini. Nous subirons bientôt les conséquences de nouvelles crises financières (qui ne seront pas des "crises" pour tout le monde, il faut le rappeler sans cesse). On peut même aujourd'hui prévoir de quel côté les prochaines peuvent partir. L'annonce il y a

quelques mois de l'arrêt par la banque centrale américaine de la publication du nombre de dollars en circulation est un indicateur de la gravité de la situation. En effet, maintenant que ce chiffre n'est plus disponible, les USA ont toute latitude de pour se servir à grande échelle de la planche à billet pour payer leurs dettes (les USA sont le pays le plus endetté au monde) en imprimant des billets qui, d'après les règles du capitalisme lui-même, sont sans valeurs. Dans ces conditions, un effondrement du dollar gagne en probabilité. Or, cette monnaie déjà très fragile est la référence pour les échanges internationaux. Un effondrement du dollar, aurait des conséquences sur ceux-ci. La parade trouvée par les USA est un grand classique du genre : la guerre ! Si elle détruit des vies humaines et consomme des matières premières, la guerre est pour les capitalistes une excellente façon de maintenir l'activité ou de relancer la machine économique. Elle permet d'imposer à sa propre population des restrictions supplémentaires, elle permet de piller les populations d'autres pays. Quant les USA se montrent si belliqueux vis-à-vis des forces de "l'axe du mal", ce n'est pas tant qu'ils croient tant au dieu qu'ils invoquent sans cesse ni même à la simple justice humaine dont ils seraient le bras armé. C'est tout simplement qu'ils cherchent à sauver leur système économique. Car, pour ce qui est de la "morale", ils restent toujours prêts (et l'actualité le montre sans cesse) à pactiser avec la pire pourriture (qu'elle que soit son idéologie) si cela doit renforcer leur commerce !



CET ARTICLE DEBUTE AU VERSO, EN PAGE 20

dans sa tête, ou en train de faire laborieusement semblant parce qu'il faut bien montrer l'exemple. Quand France Info nous a appris que tu avais sauté par la fenêtre, entre deux reportages sur la fraude aux ASSEDIC et les gosses sans papiers qui font leur rentrée la peur au ventre, on était nombreux, tellement nombreux à se préparer à aller affronter notre référent, notre éducateur, notre huissier, notre conseiller ANPE… A chercher dans le marc de café, la force de fermer sa gueule, d'acquiescer, de se justifier, de s'excuser, de démarcher.

On a marqué un temps d'arrêt. On a passé cinq minutes, à s'imaginer le moment qui viendra inéluctablement, au train où vont les choses et le nombre de rendez-vous où on ne va plus, à force de petits matins à éteindre le réveil et à décrocher le téléphone, en se disant qu'on ira plus tard, quitte à se passer de bouffer. Le moment ou l'huissier frappera à la porte.

On s'est dit qu'on aurait bien aimé être là avec toi, ce matin là, comme on aimerait bien qu'il y ait quelqu'un pour nous le jour venu. On aurait bien aimé lui faire savoir, au Maire d'Istres, que notre beau pays compte plus de "marginalisés volontaires" qu'il ne se l'imagine.

A nous tous, on aurait fait taire les vieilles rombières sarkosystes, et leur "Quand on a des enfants, on fait ce qu'il faut pour les nourrir", ces saloperies de corneilles qui te rétorqueront "qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde", si tu leur parles de ce gosse, qui lui aussi s'est jeté par la fenêtre pour échapper à l'expulsion.

Toi et nous, si seulement on l'avait franchi à temps, le pas qui nous ferait sortir de la rubrique "Fait divers" pour entrer dans la rubrique "Social" du torchon gratuit, qui a osé titrer sur ton "mystérieux suicide".

On sait tous qu'il suffirait de si peu : oser adresser la parole à la femme fatiguée qui attend son tour dans la queue du service social, arrêter de faire semblant de lire le dernier "Rebondir" pour se donner une contenance, et lui demander si par hasard, elle aussi, n'éprouve pas "une méfiance envers tous les acteurs publics". Si par hasard, elle aussi n'éprouverait pas ce mystérieux sentiment de trop plein, cette rage rentrée, cette envie de hurler "Non et encore non", et de déchirer en tous petits morceaux tous les contrats sur lesquels on s'est engagés à continuer de vivoter, bien poliment.

Fatiguée d'attendre, tu t'es barrée. Ça t'évitera d'entendre leur baratin sordide, de les voir citer des sociologues aux bottes qui ont inventé le "non-recours", pour qualifier nos dégoûts, nos désespoirs et nos refus, qui font qu'on préfère parfois crever plutôt qu'aller signer pour encore six mois d'insertion et d'humiliation dans leurs sinistres officines.

Mais monsieur le maire aurait du la fermer. Ne pas donner un nom, une explication aux réveils qu'on ne veut plus entendre, aux courriers qu'on n'ouvre plus, aux bons alimentaires qu'on ne va plus quémander.

Parce qu'il se pourrait bien qu'on finisse par oser la partager "cette méfiance envers tous les acteurs publics". Les "auto marginalisés" pourraient bien finir par se reconnaître, se compter, et faire qu'enfin demain soit un autre jour. C'est une possibilité qui nous est offerte, à tous, au moins jusqu'au jour ou l'huissier viendra frapper à la porte.

Résistance au travail obligatoire
http://www.collectif-rto.org/spip.php?article679

...A PROPOS D'UNE MERE DE FAMILLE EN VOIE D'EXPULSION QUI S'EST DONNE LA MORT EN SE DEFENESTRANT

Elle n'était pas sans papiers. Mais elle s'est quand même jetée par la fenêtre pour échapper à l'huissier venu l'expulser, elle et ses deux enfants.

Il faut bien trouver une raison, une qui soit acceptable, qui minimise ce à quoi elle voulait échapper.

Sinon, ça pourrait laisser penser qu'on peut avoir la chance d'être en situation régulière, et préférer la mort à l'expulsion locative. Parce que ce n'est rien, une expulsion locative, au pays de la loi DALO, des foyers d'hébergements, pardon, de stabilisation, c'est juste la vie.

Le maire n'a pas tardé à la trouver, l'explication, l'épitaphe qu'il aura le lourd devoir de lire, le jour de l'enterrement au "carré gazon", avec des sanglots discrets dans la voix.

Selon le premier magistrat d'Istres "Son geste signe clairement la méfiance qu'elle éprouvait envers tous les acteurs publics de la société". Tiens, il a compris quelque chose, Monsieur le Maire. Ça le stupéfie, au point qu'il ne peut que parler de "marginalisation volontaire". Comment, mais comment peut-on se méfier de "tous les acteurs publics de la société" ?

l'ordre des choses qu'une jeune femme du même âge, en situation irrégulière se défenestre pour y échapper. Nul, pas même le maire d'Istres, n'ira nier qu'il est compréhensible de risquer la mort, quand il s'agit d'échapper à un service public et à des prestations sociales qui se résument à l'arrestation, au camp de rétention ou éventuellement à l'aide au "retour volontaire" vers la misère totale.

Mais cette jeune femme parfaitement en règle, ce qui l'attendait, ce n'était pas cela. Ceux qui cherchaient à la contacter, en vain depuis des mois, voulaient "l'aider". Ils représentaient l'Etat, protecteur et bienveillant, l'organisme HLM, près de ses sous mais pas mauvais diable, prêt à tout pour la guider, fermement mais justement, sur le chemin de l'insertion qui commence par le paiement du loyer en temps et en heure.

Elle aurait pu être tellement normale, sa vie si elle avait décroché son téléphone, si elle s'était rendue aux rendez-vous proposés. D'abord, on lui aurait appris à gérer son budget.

Il lui aurait suffi de signer une autorisation de prélèvement et chaque mois, le montant du loyer plus une somme pour le remboursement de la dette aurait été pris dès le jour de versement de ses prestations ou de son salaire. Ça évite les tentations bien compréhensibles : faire le plein à Carrefour, acheter un jouet pour les gosses, se payer une bière ou un ciné et compromettre ainsi son fragile équilibre financier.

On lui aurait laissé ce qu'on appelle joliment le "reste à vivre", cinq euros par jour et par personne.

Bien sûr, elle n'aurait pu bénéficier d'une fourniture d'énergie normale, ce n'est pas assez pour payer la facture EDF. Mais elle aurait eu le "service maintien énergie" : avec un emploi du temps soigneusement organisé, elle aurait pu repasser ou mettre une machine en route, remplacer le gratin de patates qui fait sauter le compteur par des patates à l'eau. Les patates sont chères ? C'est prévu aussi. Chaque semaine, lors de son rendez-vous hebdomadaire avec sa référente sociale, elle aurait eu droit à un bon pour les Restos du Cœur, ou pour l'épicerie sociale de la Sainte Charité des Derniers jours, et à deux litres de lait en sus des patates.

Les gosses en auraient eu marre des patates, auraient réclamé à corps et à cris un cartable Dora l'Exploratrice, et des bonbons, et des baskets neuves… Mais c'est prévu aussi : souvent les parents ont tendance à "la démission", à la "déperdition d'autorité". Alors avec sa référente, la maman aurait signé "un contrat de responsabilité parentale".

Au moindre écart, on lui aurait coupé les allocations, et l'éducateur, chaque semaine aurait rappelé cette possibilité aux bambins. La mère aussi aurait eu droit à son contrat et à son éducateur. Nous autres, "marginalisés volontaires", sommes au fond de grands enfants qui n'ont pas su renoncer à leurs rêves de soleil et d'aventures. Des attardés qui persistent à vouloir une vie, une vraie, pas un boulot de caissière à mi-temps à écouter le bip de toutes les jolies choses qu'on n'aura jamais, pas écailler les poissons dans une usine puant la mort.

Elle, chaque semaine, se serait rendue dans les salles grises d'un quelconque service d'insertion, apprendre à trouver la "motivation", le "goût du travail", sous l'œil vigilant d'un référent bien